

SOMMAIRE :

- Un directeur « très moyen »
- Restructuration
- Nouvelle du front
- Visite du Ministre en Anjou

Un directeur « très moyen »

Les CAPL sur les recours de l'évaluation professionnelle se sont déroulées pendant les vacances d'été. Les collègues de GP sont donc restés... «en maillot de bain» face à l'harmonisation à la baisse du tableau synoptique. En effet la fusion Impôt/Trésor aboutit à la mise en place du tableau synoptique pour la filière fiscale et le maintien de celui-ci en filière GP.

L'histoire commence depuis fort longtemps pour les collègues de la filière GP et ils ont dû supporter ce tableau depuis des décennies pour obtenir enfin un classement en haut du tableau !

La fusion fait table rase de ces appréciations en la remplaçant par un déclassement généralisé des agents GP car une majorité des chefs de postes et services se sont immédiatement appliqués à mettre en œuvre la directive. L'analyse est claire et s'apparente comme un manque évident de considération de la hiérarchie à l'égard de ses proches collaborateurs. Pour notre syndicat, il n'y avait pas d'obstacle à harmoniser par le haut au lieu d'assister à une telle mascarade.

A notre tour et à défaut, nous déclassons notre directeur défendant « bec et ongle » cette logique dans la catégorie « bon » à « très moyen » !

La CGT a défendu plusieurs dossiers lors de ces CAPL.

Globalement :

- 30 collègues ont déposé un recours devant l'autorité hiérarchique (9C/11B/2A)
- 7 recours devant l'autorité hiérarchique ont été faits avec une demande d'entretien

-suite à ce recours et entretien, un a obtenu satisfaction totale

-suite à ces recours et entretiens, trois ont obtenus une satisfaction partielle

-26 recours hiérarchiques ont été rejetés

-8 collègues n'ont pas donné suite au recours hiérarchique

-22 agents ont déposé un recours devant la CAPL

-16 dossiers ont obtenu une modification partielle ou totale

Suppressions de deux trésoreries et d'un service à Angers. les dés sont pipés

Le CTL du 3/10/2013 relatif à la suppression de deux trésoreries et d'une BDV d'Angers a été boycotté par la C.G.T., Solidaires et la CFDT.

Le boycott est une action qui consiste à refuser de prendre part à une discussion où l'on sait d'avance que les dés sont pipés et qu'aucun argument ne pourra faire bouger la moindre ligne.

S'il suffisait de voter contre pour remettre en cause les fermetures de services et les suppressions d'emplois, c'eût été facile de siéger au CTL du 3/10/2013 pour faire reculer la direction.

Mais la réalité est toute autre, la CGT le dit et le redit pour infléchir –voire inverser- de telles orientations politiques, il faut un rapport de force. C'est bien par la lutte de l'ensemble des salariés, des agents que nous pouvons imposer d'autres choix. L'heure est à la construction du rapport de force sur une base d'actions unitaires.

Il ne faut pas se tromper de cible, c'est bien la politique désastreuse mise en place par notre direction qu'il faut combattre. Et même si on peut se satisfaire des décisions des élus locaux pour le maintien de leurs services publics, il ne faut pas oublier qu'ils sont impliqués dans la casse du service public en tant que grands électeurs et membres de partis politiques validant les programmes ministériels de réduction d'effectifs dans la fonction publique.

La CGT a déposé auprès du Président la déclaration suivante :

Monsieur le Président du CTL de Maine et Loire,

Par courrier du 6 septembre vous avez convié les syndicats à participer à la séance du CTL le 24

septembre, reconvoqué en deuxième séance jeudi 3 octobre.

Ce CTL sera principalement consacré à la restructuration du réseau avec :

-la suppression au 1^{er} janvier de la trésorerie d'Allonnes et la transfert de son activité SPL à la trésorerie de Saumur et de son activité recouvrement de l'impôt au SIP de Saumur.

-la suppression au 1^{er} janvier de la trésorerie de St Mathurin-sur-Loire et la répartition de ses activités entre la trésorerie de Trélazé, des Ponts de Cé, de Thouarcé et de Beaufort en Vallée.

-la suppression de la 3^{ème} brigade départementale de vérification (BDV) d'Angers et le transfert de son activité aux 1^{er} et 2^{ème} BDV.

Voilà beaucoup de suppression en quelques mois, qui tendent à remodeler le paysage et l'offre de service public de l'administration des finances en Maine et Loire.

Face aux contraintes budgétaires et aux réductions de personnels imposées par le gouvernement à la DGFIP, la direction départementale en est donc réduite à restructurer le réseau en fermant les plus petites entités au motif de leur inviabilité.

Mais jusqu'où irez-vous dans cette logique autodestructrice, alors même que le gouvernement annonce 15 milliards d'économie pour 2014 tout en continuant le rythme insoutenable des suppressions d'emplois, aveuglé par sa politique libérale, sa servilité au grand patronat, aux agences de notation et à la gouvernance européenne néo-libérale.

Devrez-vous et pourrez-vous continuer chaque année à fermer des postes et des services pour répondre aux exigences de Bercy ?

Lors du CTL du 15 octobre 2012, la CGT finances 49 n'a pas souhaité prendre part au vote et s'opposer aux fermetures de postes, préférant privilégier les conditions de vie au travail imposées aux agents des structures dont la fermeture était à l'ordre du jour.

Pour autant, la CGT ne s'est pas engagée dans la voie de l'abandon du service public et de son dépeçage ! Cette politique de fuite en avant, conjoncturellement « rentable » apporte sans doute des solutions à court terme ; mais il est évident qu'elle aura rapidement ses limites.

La CGT49 exige le maintien des emplois implantés dans le département et demande que la structuration du réseau ne soit pas une réponse aux contraintes budgétaires, mais s'inscrive dans une démarche globale pour un service public mieux adapté aux territoires et compatible avec des conditions de vie au travail acceptables pour les agents.

Tant que cette démarche de fond ne sera pas engagée par l'administration la CGT refusera de participer aux CTL ayant des suppressions de postes à l'ordre du jour.

De plus la CGT49 revendique la mise en place immédiate d'une véritable politique de création d'emplois dans notre Ministère afin de faire face aux difficultés grandissantes des personnels et des usagers.

Nous demandons que cette déclaration soit annexée au procès-verbal du CTL du 3/10/13.

Dernière nouvelle du front :

Les centres d'encaissements ont été en grève et ont accumulé un retard de plus d'un mois. Du coup les appels téléphoniques et les déplacements dans les postes et services des contribuables pensant que leurs paiements ont été perdus inondent nos services... BIEN SUR AUCUN SIGNE DE RENFORT PHYSIQUE OU MORAL DE LA CAPITAINERIE !

BRANLE BAS DE COMBAT BD ARNAULT

Lundi 14 octobre le département a reçu la visite surprise du notre Ministre Pierre Moscovici. L'occasion pour les services Bd Arnault d'un petit « nettoyage de printemps » : pas de papier sur les bureaux, pas de fil à trainer, l'aspirateur et le balai passés trois fois dans les racoins !!!

Les Organisations Syndicales ont été reçues par le Conseiller du Ministre

Plutôt qu'une grande déclaration, les représentants CGT ont choisi de faire une démonstration pour expliquer (avec un trait d'humour ou d'humeur) que les conditions de travail de plus en plus difficiles, altèrent de manière réelle la santé des agents.

- *Savez-vous M. le Conseiller du Ministre que maintenant les agents des Finances Publiques vont travailler non pas avec « une boîte à outils »*

comme nos Directeurs mais avec « une boîte à pharmacie » ?

Nous avons choisi de vous faire découvrir son contenu à charge pour vous de remettre au Ministre et au Directeur Général ce nouvel outil.

Ainsi que trouve-t-on dans cette boîte ? (avec un sourire mi-figue, mi-raisin le Conseiller du Ministre a écouté, les représentants CGT) :

-Tout d'abord du Sirop contre la toux :

En effet, les contribuables toussent beaucoup en ce moment, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle une très forte augmentation d'utilisateurs à l'accueil est enregistrée partout dans les services (10% par an).

Il va sans dire aussi qu'une augmentation sans précédent du nombre de TH et de l'IR est constatée partout dans les services grâce aux nouvelles mesures fiscales ! Du plus les contribuables ne comprennent pas le gel du barème, la suppression de certains avantages pour les personnes âgées, les conséquences de la suppression de la part veuve ou veuf, la non réception de la feuille d'impôt si l'on n'a pas décoché la croix sur internet, les prélèvements sociaux sur la feuille d'IR, le retard du centre d'encaissements, les envois communs TH/TF pour les mensualisés...) et viennent à nos guichets ou nous inondent de coup de fil pour tenter de comprendre...

-Une Paire de lunettes :

Pour compenser une vue qui ne s'améliore pas lorsqu'on travaille toute la journée devant l'écran d'ordinateur !

- Des Vitamines C et beaucoup de café :

Car il faut tenir le coup face :

- A la multitude d'applications en tout genre qu'il faut gérer dans les postes et services
- A la quantité de personnes venant aux guichets ou des communications téléphoniques qui n'arrêtent pas
- du contentieux, des délais, des relances qui sont en forte augmentation
- des lois de plus en plus compliquées
- une politique européenne de plus en plus diverse et complexe aux effets importants pour nos services publics.

De l'Aspirine, du Doliprane et de la migralgine :

- Contre le mal être au travail et des conditions de travail de plus en plus difficiles
- L'augmentation des charges de travail suite aux réductions des effectifs
- la gestion des petits postes qu'on laisse à l'abandon
- les agents face à la détresse d'une population de plus en plus en difficulté (perte du pouvoir d'achat, chômage...)

Du TEMESTA – du CHOCOLAT

Du Temesta et beaucoup de chocolat contre l'anxiété et le stress au travail.

DES MOUCHOIRS :

Pour pleurer une certaine qualité de Service Public qu'on a plus les moyens d'assurer correctement (voir la dernière circulaire sur la remunicipalisation de certains services sans moyens supplémentaires et les directives de notre direction nationale à ce sujet...)

En résumé :

A la DGFIP Le stress, la souffrance au travail sont devenus monnaie courante dans nos services. Le mal est à la fois profond et généralisé et les catalyseurs de cette épidémie sont connus et repérés :

Sous-effectif, surcharge de boulot, désorganisation, ergonomie défaillante, multiplication des outils informatiques, perte de repère, non-reconnaissance, réduction des surfaces de travail...

Les conditions de travail se dégradent irrémédiablement. En effet, aucune politique de prévention ne peut être efficace si le gouvernement s'obstine à supprimer massivement les postes sans avoir fait un bilan contradictoire de la fusion DGI-DGCP et s'il assèche en même temps nos budgets de fonctionnement.

Le budget a été réduit de 20% en 2012, la formation sur le tas, les économies de bout de chandelle deviennent notre pain quotidien.

Et dans ce contexte difficile, vous nous annoncez que le budget 2014 prévoit de nouvelles suppressions d'emplois. La CGT Finances Publiques n'accepte pas cette politique de destruction des Services publics et des conditions de vie et du travail et exige :

-l'arrêt des suppressions d'emplois

-la création d'emplois à hauteur des besoins des services

Monsieur le Conseiller du Ministre, puisque nous n'avons pas eu la possibilité de rencontrer Monsieur Pierre MOSCOVICI, nous vous demandons de lui remettre le nouvel outil des agents des FP avec bien sur notre déclaration.